

PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Arrêté n° AE-F09315P0120 du 07/07/2015
portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R122-3 du code de l'environnement

Le préfet de région,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, R122-2 et R122-3 ;

Vu le code forestier, notamment ses articles L341-1 et L341-3 ;

Vu l'arrêté du ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté du préfet de région n° 2013336-0002 du 2 décembre 2013 portant délégation de signature à Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F09315P0120, relative à la réalisation d'un projet de défrichement pour remise en culture sur propriété agricole sur la commune d'Éguilles (13), déposée par l'entreprise OLIVE Michel, reçue le 05/06/2015 et considérée complète le 08/06/2015 ;

Vu la saisine de l'agence régionale de santé en date du 10/06/2015 ;

Considérant la nature du projet, qui relève de la rubrique 51a du tableau annexé à l'article R122-2 du code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas les défrichements portant sur une superficie totale, même fragmentée, comprise entre 0.5 et 25 hectares et consiste à procéder au défrichement de la parcelle cadastrée BP21 sur une superficie de 40000 m² ;

Considérant que ce projet a pour objectif la culture de céréales, en agriculture biologique ;

Considérant la localisation du projet :

- en zone de protection spéciale n°FR9310069 "Garrigues de Lançon et chaînes alentour",
- au sein d'une zone concernée par le Plan National d'Action pour l'Aigle de Bonelli,
- au sein de la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique n°13116100 "Plateau des Quatre Termes – gorge de la Touloubre – la Barden",
- en zone forestière attenante à une zone agricole ;

Considérant que le pétitionnaire a fait réaliser une évaluation des incidences Natura 2000 qui n'a pas identifié d'incidence notable sur l'état de conservation du site ;

Considérant l'engagement du pétitionnaire à effectuer les travaux hors période de nidification des oiseaux ;

Considérant que le projet participe à conforter la vocation agricole du secteur ;

Considérant les impacts du projet sur l'environnement et le paysage ;

Arrête :

Article 1

Le projet de défrichement de la parcelle cadastrée BP21 situé sur la commune de Éguilles (13) n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2

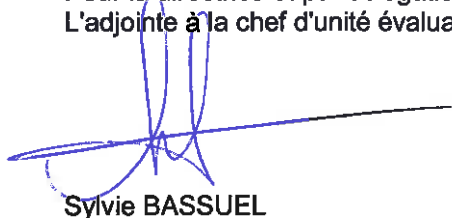
La présente décision, délivrée en application de l'article R122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

Le présent arrêté est publié sur le site Internet de la préfecture de région. La présente décision est notifiée à OLIVE Michel.

Fait à Marseille, le 07/07/2015.

Pour le préfet de région et par délégation,
Pour la directrice et par délégation,
L'adjointe à la chef d'unité évaluation environnementale



Sylvie BASSUEL

Voies et délais de recours

Décision dispensant le projet d'étude d'impact :

Recours gracieux :

Monsieur le Préfet de région, préfet des Bouches-du-Rhône
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
Secrétariat général
16, rue Zattara
CS 70248
13331 - Marseille cedex 3
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Madame la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
Commissariat général au développement durable
Tour Voltaire
92055 La Défense Sud
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

Tribunal administratif de Marseille
22-24, rue de Breteuil 13281 Marseille Cedex 06
(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).